

Dettes

Un sommet européen sous haute tension

Article paru dans FO Hebdo n°3047

Les organisations syndicales grecques ont appelé à une grève générale le 18 octobre, jour où s'ouvre la réunion du Conseil des chefs d'État et de gouvernement à Bruxelles.

«Nous voulons faire entendre la voix des peuples et non des créanciers», explique une représentante de la GSEE (Confédération générale des travailleurs grecs) qui, avec la fédération des fonctionnaires ADEDY, a appelé à une nouvelle grève générale de 24 heures le 18 octobre. Ce jour-là, le Conseil européen se réunit à Bruxelles et le gouvernement grec est sommé de «montrer sa détermination à mettre en place les réformes promises». Le 9 octobre déjà, des dizaines de milliers de manifestants criaient leur refus de l'austérité dans les rues d'Athènes, alors que la chancellerie allemande, en visite pour quelques heures, exprimait son soutien au Premier ministre grec engagé sur le «dur chemin» de l'assainissement budgétaire et des réformes. Quelque 6.000 policiers étaient déployés, un dispositif d'une ampleur inégalée depuis la fin de la dictature des colonels. La visite de la chancellerie allemande en Grèce, qui n'a duré que quelques heures, a été un instantané saisissant de la tension qui règne dans la zone euro. Le 14 novembre, une grève générale pourrait bien avoir lieu dans l'ensemble de la péninsule ibérique, la CGT portugaise ayant appelé à la grève générale ce jour-là et les deux confédérations espagnoles, l'UGT et les Commissions ouvrières, envisageant de le faire à la même date. Si les deux mouvements venaient à coïncider, cela serait sans précédent sur la péninsule, mais aussi dans l'ensemble de l'Union européenne.

Les États membres font mine de ne pas se laisser impressionner par ce mécontentement grandissant. Treize d'entre eux, dont neuf de la zone euro (dernier en date la France), ont ratifié à ce jour le TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), qui fait de l'austérité budgétaire une «règle d'or» à inscrire au plus haut niveau des législations nationales. Il sera applicable à compter du 1er janvier 2013 si douze États au moins de la zone euro l'ont ratifié.

Le 14 novembre, grève générale au Portugal et peut-être en Espagne

Le Mécanisme européen de stabilité (MES) est lui officiellement entré en vigueur le 8 octobre. Les États peuvent donc faire appel à ce nouveau fonds financier, ce qui leur permettra également de demander à la BCE de racheter une partie de leur dette. Le MES impose en contrepartie de son assistance financière que de nouveaux programmes d'austérité et réformes structurelles soient appliqués par les pays, sous le contrôle étroit de la troïka.

Résultat, l'Espagne, dont tout le monde attend qu'elle fasse appel au MES et au programme de rachat de dette de la BCE, ne l'a toujours pas fait, craignant les réactions que pourraient provoquer parmi sa population de nouvelles réformes et mesures de rigueur.

Le FMI lui-même a reconnu que faire ainsi appel au MES et à la BCE comporte «d'importants risques politiques» sans garantir «catégoriquement» le retour à une dette viable en raison de «l'impact incertain» sur la croissance des conditions imposées aux pays. Les experts du FMI savent de quoi ils parlent. En Grèce, la troïka, après des semaines de négociations, n'est toujours pas parvenue à imposer la totale mise en œuvre des réformes qu'elle souhaite. Au Portugal, le gouvernement a déjà renoncé, le 22 septembre, à imposer

l'augmentation des cotisations des salariés et la diminution de celles des employeurs face à l'ampleur de la contestation que cette mesure avait soulevée.

Activité syndicale du 18/10/2012